

20230725 LyonMag Torchon

<https://www.lyonmag.com/article/131331/lyon-les-mineurs-isoles-du-square-sainte-marie-perrin-menaces-et-en-danger>

Social

Lyon : les mineurs isolés du square Sainte Marie Perrin "menacés et en danger"



Des militants du Collectif soutiens/migrants Croix-Rousse et trois migrants, ce mardi - LyonMag

Le "Collectif soutiens/migrants Croix-Rousse" a convoqué la presse, ce mardi après-midi, pour alerter à nouveau sur la situation précaire de la centaine d'occupants du square Sainte Marie Perrin, dans le 3e arrondissement.

Initialement installés sur l'esplanade de l'Hôtel de la Métropole de Lyon, ils en avaient été expulsés par les CRS au cours du mois d'avril. Depuis, ils logent au beau milieu du square Sainte Marie Perrin dans une cinquantaine de tentes. Selon le Collectif, ils seraient près d'une centaine de mineurs sans domicile fixe à avoir élu domicile dans le campement.

A notre arrivée, une trentaine d'entre eux étaient sur place. Certains s'adonnaient à la lutte, d'autres dansaient en écoutant de la musique. Accompagnés par le Collectif Soutiens Migrants dans leurs démarches administratives visant à faire reconnaître leur minorité, les clandestins, majoritairement originaires de Guinée et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest comme le Mali, le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, attendent un logement avec une impatience grandissante.

Un Etat français obtus

"Si nous avons choisi ce jour pour cette conférence, c'est parce que c'est la date butoir de la décision rendue le 25 janvier par le Comité des droits de l'enfant de l'ONU qui a constaté la violation par l'Etat français de plusieurs articles de la Convention internationale des droits de l'enfant", explique un militant de l'association pro-migrants.

Le document du Comité de l'ONU, rendu public le 6 février dernier, enjoignait l'Etat, entre autres choses, au *"respect de la présomption de minorité pendant l'ensemble de la procédure d'évaluation de l'âge du mineur déclaré et l'obligation de protection qui en résulte"*.

"Le 15 juin dernier, lorsque nous nous sommes entretenus avec la Préfecture, notre interlocuteur n'était même pas au courant de cette décision de l'ONU et nous a renvoyés vers le ministère des Affaires étrangères", se désole le bénévole.

Danger de mort et humiliations quotidiennes pour les migrants du square ?

Un des jeunes hommes présentés comme mineurs isolés, originaire de Guinée, soutient avoir 16 ans et en appelle à l'Etat pour lui venir en aide. *"Y'a des gens ici qui sont malades, je demande vraiment l'aide de l'Etat, et plus qu'une aide, un moyen de sortir de cette situation"*, plaide le clandestin en arguant qu'on *"ne se sent pas en sécurité ici, on se sent en danger"*.

Des propos appuyés par Soumah, lui aussi guinéen et prétendument âgé de 15 ans. *"Tout ce que je demande à l'Etat français, c'est de nous mettre en sécurité avant qu'il ne soit trop tard"*, acquiesce le migrant. *"La menace est réelle"*, continue-t-il. *"Ça peut prendre feu ici, c'est du plastique"*, précise-t-il, en expliquant être victime de racisme et sujet à des insultes dans le quartier. Canicule, intempéries, violence éventuelle des habitants ... Les menaces ne se comptent plus, à en croire les concernés.

Pour rappel, le square avait été [fermé symboliquement le 9 juin dernier, par le mouvement identitaire Les Remparts](#) suite à l'attentat d'Annecy. *"Les militants des Remparts ont fermé symboliquement l'entrée de ce parc pour rappeler que les migrants clandestins n'ont rien à faire sur notre territoire et qu'ils constituent une menace permanente pour notre peuple ainsi que pour exiger leur retour vers leur pays d'origine. Nous apportons tout notre soutien aux victimes et aux habitants de la ville d'Annecy et continuerons de dénoncer l'immigration, principale responsable de ces attaques contre notre peuple"*, expliquaient les militants identitaires dans un communiqué.

"On se fait humilier dans les transports, on se fait fouiller comme si on était des voleurs. Chaque jour, on se fait contrôler et humilier, certains reviennent au camp en pleurant", détaille Soumah. *"Je ne vous mens pas, il y a des gens tellement intelligents ici, ils pourraient servir la France"*, plaide le jeune homme. Concernant son départ de Guinée et son arrivée en France, l'homme reste flou devant les journalistes.

"Je ne savais même pas que j'avais quitté la Guinée car je ne connais pas les frontières. C'est en Tunisie que j'ai compris que j'avais changé de pays, car les gens n'avaient pas la même couleur de peau", explique-t-il.



De nombreuses embûches administratives

Les entretiens organisés par les autorités pour évaluer l'âge des migrants sont jugés trop "difficiles" et "à charge". Convoqués, les campeurs doivent raconter leur histoire, celle de leur famille et répondre à un test de connaissances portant sur des dates et des événements de leurs pays d'origine.

Seul point positif dans cette situation décrite comme très difficile, "*beaucoup sont inscrits à l'école pour la rentrée*", se réjouissent les militants.

Dans le square, que les enfants ne fréquentent guère plus, une question est sur toutes les lèvres. Seront-ils reconnus mineurs par l'Etat avant la rentrée des classes ? La tâche s'annonce compliquée. Beaucoup d'entre eux n'ont pas de papiers d'identité à présenter et paraissent être bien avancés dans la vingtaine. C'est pourquoi le Collectif réclame l'instauration de la "présomption de minorité".

J.B.